

Unité Interdépartementale 25-70-90
24 Boulevard des Alliés
70000 Vesoul

Vesoul, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL LES CARRIERES COMTOISES

9 route d'Audincourt
Hameau de Belchamp
25420 Voujeaucourt

Références : UID257090/SPR/ES 2026 - 0401A
Code AIOT : 0012500001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement SARL LES CARRIERES COMTOISES implanté Lieu-dit Ragie Bergeraie 90100 Saint-Dizier-l'Évêque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LES CARRIERES COMTOISES
- Lieu-dit Ragie Bergeraie 90100 Saint-Dizier-l'Évêque
- Code AIOT : 0012500001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 10/06/2003 modifié autorise la société L2C à exploiter une carrière de roches calcaires pour une durée de 25 ans. Les tonnages annuels moyens et maximums sont respectivement de 118000 tonnes et de 150000 tonnes.

Le gisement est constitué par un calcaire de qualité variable qui permet d'obtenir des granulats routiers et des granulats pour la fabrication du béton.

Afin de permettre la réalisation des travaux de réaménagement, il est prescrit la fin des travaux d'extraction au 10 juin 2027.

Une demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière est en cours d'instruction.

L'aire étanche, le local de stockage des produits dangereux et le carreau supérieur (installations de traitement) ont été contrôlés.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Géométrie des fronts et épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 20	Demande d'action corrective	15 jours
6	Prévention de la pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 26.2	Demande d'action corrective	7 jours
8	Limitation des envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 4	Sans objet
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6	Sans objet
3	Phasage d'extraction	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 8	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 24 et 25	Sans objet
7	Eaux pluviales susceptibles	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 27.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'être polluées		
9	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 29.2	Sans objet
10	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est globalement bien exploitée. Il a été toutefois constaté 3 faits non-conformes à la réglementation.

Une partie de la banquette séparant les 2 gradins du front Nord-Est présente une largeur inférieure à 10 mètres sur un linéaire d'une dizaine de mètres. Ce point fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Il a été constaté la présence de plusieurs installations de traitement de granulats sur le site. La vérification réalisée par sondage sur une installation de traitement a montré l'absence de dispositif d'aspersion de poussières, toutefois les mesures de retombées de poussières réalisées par l'exploitant ne montrent pas de dépassement de la valeur de 200 mg/m²/jour en limite du site (valeur de l'AM ISDI). Il n'est actuellement pas exigé une surveillance des retombées de poussières au regard de la production maximale autorisée et du régime déclaratif des installations de traitement. Toutefois, ce point fait l'objet d'une justification de la puissance totale mise en œuvre pour le traitement des matériaux de la carrière.

Enfin, le troisième fait non-conforme concerne la présence de futs de produits dangereux sur l'aire étanche. Ce point fait l'objet d'une action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 4
Thème(s) : Autre, Productions annuelles
Prescription contrôlée : La quantité annuelle dont l'extraction est autorisée est de 118 000 tonnes. La quantité totale dont l'extraction est autorisée est de 2 300 000 tonnes. La production pourra atteindre 150 000 tonnes par an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant une moyenne de 118 000 tonnes par an calculée sur cinq années glissantes.
Constats : La moyenne des tonnages de production déclarées par l'exploitant depuis 2021 est inférieure au tonnage moyen autorisé. Au cours de cette période, le tonnage maximum autorisé n'a pas été dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 6
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières devant être constituées pour les périodes suivantes: [...] 11 juin 2023 - 10 juin 2028, doit être égal à 264490 euros [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement daté du 17/06/2025 établi par un établissement d'assurance. Ce document montre pour la période comprise entre le 17/06/2025 et le 10/06/2028, une garantie d'un montant de 296454 euros.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phasage d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités telles que définies par le pétitionnaire dans sa déclaration du 7 janvier 2022 susvisée et dans les plans présentés en annexe n °7 et 7 bis du présent arrêté.
Constats : La situation de la carrière prévue à la fin de la dernière phase prévoit l'existence de 2 gradins sur 3 cotés de la carrière et un carreau situé à la cote altimétrique 558 mètres NGF. Le plan d'exploitation mis à jour le 13/11/2025 montre une exploitation conforme au phasage prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Géométrie des fronts et épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques de gradins et des banquettes
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 28 mètres. La cote minimale du carreau principal ne doit pas être inférieure à 558 mètres NGF. Les fronts doivent être constitués de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale. Une banquette d'une largeur minimale de 10 mètres doit être aménagée au pied de chaque gradin.
Constats :

<p>Le dernier plan d'exploitation montre le respect de la cote minimale réglementaire du carreau et de la hauteur maximale réglementaire des gradins.</p> <p>La banquette séparant les 2 gradins du front Nord-Est présente une largeur de 10 mètres sauf sur un linéaire d'environ 12 mètres. Sur ce linéaire et d'après le plan d'exploitation, la largeur de la banquette est d'environ 7.5 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera au respect de la largeur minimale réglementaire de la banquette sur les reste du linéaire de ce front.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 24 et 25</p>
<p>Thème(s) : Autre, Complétude et mise à jour du plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 20.6 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation a été mis à jour le 13/11/2025. Il présente l'ensemble des informations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux et des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 26.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche et rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés,

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. Les différentes rétentions spécifiques doivent être maintenues vides et correctement entretenues. [...]

[...]Le ravitaillement des engins de chantier en carburant se fera sur une plate forme étanche entourée d'un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures. [...]

Constats :

Les produits polluants sont stockés dans un local dédié. Ils sont positionnés sur une rétention dont la capacité paraît visuellement compatible aux volumes des produits stockés.

L'aire étanche est visuellement en bon état et elle est équipée d'un avaloir permettant l'acheminement des eaux pluviales vers un déshuileur.

Toutefois, il a été constaté la présence de plusieurs futs d'huiles sur cet aire étanche. L'exploitant informe qu'ils sont stockés sur l'aire étanche en attente de leur évacuation.

L'aire étanche n'ayant pas vocation à être le lieu de stockage de ce type de produit, l'exploitant doit dans les meilleurs délais les évacuer de l'aire étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera sous un délai de 7 jours une photo justifiant leur évacuation de l'aire étanche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 27.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement de l'aire de ravitaillement des engins de chantier prévue à l'article 26.2 doivent transiter avant rejet sur site par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.

Les normes de rejets sont les suivantes :

- MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105)
- Hydrocarbures <1 5 mg/l (norme NF T 90 114)
- D.C.O. <125 mg/l (norme NF T 90 101)

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports des campagnes de mesures de 2024 et 2025. Les résultats montrent le respect des valeurs maximales réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Limitation des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de limitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation sera installée sur le carreau inférieur afin de confiner les poussières dans le carreau pendant le concassage et le criblage. [...]L'installation de traitement sera munie d'un système d'abattage des poussières par nébulisateur à eau. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de plusieurs installations mobiles de traitement des matériaux sur le carreau supérieur (à la cote de 572 mètres NGF) et une installation sur le carreau inférieur (à la cote de 560 mètres NGF) à proximité de la zone d'extraction. Ces installations n'étaient pas en fonctionnement le jour de l'inspection.</p> <p>L'installation contrôlée au cours de l'inspection n'était pas équipée d'un système de réduction des poussières par nébulisation.</p> <p>Ce constat montre une situation non-conforme à la prescription susvisée, toutefois l'exploitant a présenté le bilan annuel de 2025 des campagnes semestrielles de surveillance des retombées de poussières. Ce document montre le respect de la valeur maximale réglementaire de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (200 mg/m²/j).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est à noter que le référentiel de ce bilan concerne les dispositions réglementaires relatives aux exploitations d'installation de stockage de déchets inertes. Il est rappelé à l'exploitant que les modalités de surveillance des retombées de poussières sont réglementées par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 (pour les carrières) et par l'arrêté ministériel du 22/11/2012 (pour les installations de traitement soumises à enregistrement).</p> <p>Le régime administratif actuel des installations de traitement classées sous la rubrique 2515 est la déclaration (puissance maximale de 200 KW). La puissance totale sollicitée dans la demande d'autorisation en cours d'instruction est de 680 KW (régime de l'enregistrement) pour des tonnages annuels de production similaires aux tonnages actuels et pour une activité de recyclage de matériaux .</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection sous un délai de 1 mois un recensement des puissances des installations mises en œuvre actuellement dans la carrière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 29.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, à une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié [...]
Constats : Les résultats de la campagne de mesures du bruit réalisée en 2025 n'appelle de commentaire de la part de l'inspection (respect des valeurs réglementaire au niveau des limites du site et d'une zone à émergence réglementée) .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2003, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Vitesses particulières
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...]
Constats : Les mesures de vibration des 3 derniers tirs de mines ont été présentées par l'exploitant. Elles montrent l'absence de déclenchement du sismographe au niveau du pont bascule de l'ISDI exploitée par l'exploitant (installation située à proximité des premières habitations de la commune).
Type de suites proposées : Sans suite